

Cession d'actifs : entre EDF, Safran et France Télécom, l'Etat français a des atouts dans sa manche

Les cessions d'actifs d'EDF, de GDF Suez et de France Télécom sont celles qui rapporteraient le plus à l'Etat.

EDF, GDF-Suez, France Télécom mais aussi Renault, Eads, Safran, Air France, l'Etat possède encore beaucoup d'actifs dans différentes entreprises qu'il pourrait céder pour ramener un peu d'argent dans les caisses.

Au rang des cessions qui rapporteraient le plus à l'Etat : EDF. L'Etat détient en effet encore 84,4% dans l'entreprise ce qui en fait l'entreprise cotée dans laquelle il a sa plus importante participation directe. S'il cédait quelques pour-cent, l'Etat pourrait donc toujours garder son contrôle effectif sur la stratégie d'EDF. De plus, le cours de l'électricien a grimpé de 27% depuis le début de l'année à presque 18 euros. Il reste toutefois bien en-deçà de son niveau de novembre 2007. L'Etat obtiendrait ainsi en cédant seulement 1% du groupe près de 330 millions d'euros.

EDF est toutefois loin d'être l'unique entreprise dont l'Etat pourrait céder des parts. L'Etat pourrait en effet céder 3,4% de ses 36,7% de GDF Suez et garder sa minorité de blocage à 33,3%. Il obtiendrait donc 1,3 milliard d'euros, l'action étant actuellement estimée à 16,4 euros. Mais comme pour EDF, le moment n'est pas le meilleur puisque le cours de Bourse a beaucoup baissé depuis cinq ans atteignant même son plus bas historique au mois de février dernier. Sa politique de dividendes généreuse rapporte par ailleurs à l'Etat 1,3 milliard d'euros par an.

Contrairement à EDF et GDF Suez, France Télécom dont l'Etat possède toujours 13,4% pourrait ramener beaucoup d'argent, le groupe restant encore une valorisation importante – environ 3 milliards pour l'Etat – malgré une très mauvaise performance l'année dernière.

Au contraire Renault a réussi à redresser la barre cette année. L'Etat pourrait donc obtenir de ses 15% dans l'entreprise automobile près de 2,25 milliards d'euros. Aucune cession d'EADS n'est prévue, l'Etat ayant vendu tout récemment près de 3% du groupe aéronautique pour presque 1,2 milliard d'euros afin de ramener sa participation à 12%. Safran pourrait être touché prochainement par une nouvelle cession d'actifs. La vente de l'Etat de 3 de ses 30% fin mars lui a en effet rapporté près de 450 millions d'euros, l'entreprise étant plutôt bien cotée en Bourse. Ainsi, les 27% restants de l'Etat sont actuellement estimés à 4,2 milliards d'euros.

Les avions, toujours les avions... mais pas toujours le même succès. Contrairement à Safran, Air France n'a pas vraiment le vent en poupe. Les 15,9% de l'Etat ne sont en effet estimés qu'à 350 millions d'euros. L'Etat possède également 54,5% d'Aéroports de Paris (ADP) valorisés à près de 3,6 milliards d'euros. La marge de manœuvre est toutefois limitée par la loi de privatisation de 2006 et la vente d'une partie de ses parts ne rapporterait "que" 670 millions d'euros à l'Etat. Enfin, l'Etat a également la possibilité de céder ses parts du groupe naval de défense DCNS.